



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Maine-et-Loire

MAINTENANCE ET REPARATION D'ASCENSEURS ET DE MONTE-CHARGE

Marché n°2024.GA.01

DOSSIER DE CONSULTATION

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

POUVOIR ADJUDICATEUR / COORDONNATEUR :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE MAINE ET LOIRE**

**32, rue Louis Gain
49037 Angers Cedex 9**

REPRESENTE PAR :

Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire, Bénédicte SAMSON

SOMMAIRE

1	DESIGNATION ET DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS A ENTRETENIR	3
2	PRESTATIONS A ASSURER.....	3
3	GESTION DE LA MAINTENANCE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR.....	3
4	REMARQUE GENERALE	4
5	CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	4
6	ETAT DES LIEUX.....	5
6.1	Prise en charge des installations	5
6.2	Etat des lieux initial.....	5
6.3	Etat des lieux de fin de marché	5
7	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	5
7.1	Notice d'instruction	5
7.2	Etude sécurité	6
7.3	Rapport d'Entretien complémentaire	6
7.4	Relevé des appels et des visites d'entretien	7
7.5	Travaux de rénovation ou modernisation.....	7
7.6	Rapport annuel d'activité.....	7
8	OPERATIONS ET VERIFICATIONS PERIODIQUES.....	7
9	REPARATIONS OU REMPLACEMENT MINIMAUX	9
10	DISPOSITIFS D'ALARME.....	9
11	REPARATIONS OU REMPLACEMENT COMPLEMENTAIRES	10
12	MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS.....	13
13	PIECES DE RECHANGE.....	13
14	FORMATION DU PERSONNEL.....	13
15	IMMOBILISATION A LA DEMANDE DES ORGANISMES	14
16	TELEALARME.....	14
	ANNEXE AU C.C.T.P	187

1 DESIGNATION ET DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS A ENTRETENIR

La liste, les adresses et les caractéristiques techniques des ascenseurs, objet du présent marché, sont :

Sites	Adresse	N° interne de l'appareil	Appareil
UIOSS Angers	32 rue Louis Gain 49100 Angers	1	THYSSEN 1000kg, coll desc duplex,8 niveaux
		2	THYSSEN 630kg, coll desc duplex,8 niveaux
		3	OTIS 630kg, coll compl micropro VF simplex, 8 niveaux
		4	OTIS 630kg, coll compl micropro VF triplex, 8 niveaux
		5	OTIS 630kg, coll compl micropro VF triplex, 8 niveaux
		6	OTIS 630kg, coll compl micropro VF triplex, 8 niveaux
		7	THYSSEN 630kg, coll desc duplex,8 niveaux
		8	THYSSEN 630kg, coll desc duplex,8 niveaux
CPAM Cholet	2 rue Saint Eloi 49300 Cholet	1	RCS 630kg, coll desc 2V, 6 niveaux
		2	RCS 630kg, coll desc 2V, 6 niveaux
CTI Angers	1 rue Bouché Thomas 49000 Angers	1	SORETEX 630kg, 3 niveaux
		2	THYSSEN, 1600kg, 2 niveaux

2 PRESTATIONS A ASSURER

L'entreprise s'engage à exécuter, sous sa propre responsabilité, les prestations de fourniture et de main-d'œuvre nécessaires à l'entretien optimal des installations qui lui sont confiées, conformément aux réglementations en vigueur.

Dans le cadre de ce marché, l'entreprise assurera l'entretien, les dépannages et les contrôles réglementaires définis par :

- Les articles R.125-1 à R.125-3-3 du Code de la construction et de l'habitation, modifiés par le décret n°2012-674 du 7 mai 2012 et le décret n°2014-1096 du 26 septembre 2014 relatifs à la sécurité des ascenseurs existants et à leur entretien.
- L'arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif aux prestations minimales d'entretien des ascenseurs.
- Les prestations complémentaires définies dans le présent C.C.T.P.

L'entreprise garantit la qualité, la régularité et la conformité des interventions en respectant les normes de sécurité et d'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite, conformément aux exigences de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur l'accessibilité dans les ERP et les bâtiments d'habitation.

Toute intervention devra faire l'objet d'un rapport détaillé, précisant les travaux réalisés, les anomalies constatées et les recommandations pour assurer le bon fonctionnement et la sécurité des installations.

3 GESTION DE LA MAINTENANCE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Le pouvoir adjudicateur possède un système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO). Par conséquent, les pratiques de demandes d'intervention et de suivi de la maintenance seront les suivantes :

- Les demandes d'interventions (urgentes ou non) seront effectuées par l'envoi d'un mail automatique de notre logiciel. Ce mail sera envoyé à l'adresse que nous communiquera le titulaire.
- Les maintenances (préventives et curatives) devront obligatoirement être planifiées sur notre logiciel (planning annuel)

- Les rapports d'intervention préventifs et curatifs devront être déposés sur notre plateforme de GMAO.

L'ensemble des délais prévus au présent marché continuera à s'appliquer avec ou sans la GMAO (transmission de planning, d'interventions curatives et préventives, etc.).

Un compte prestataire vous sera transmis pour réaliser les points ci-dessus. Les coûts de création et de licence seront pris en charge par l'organisme. Le temps de saisie (main d'œuvre) par le titulaire est inclus dans le forfait de base et ne pourra donner lieu à une demande de compensation financière supplémentaire.

Dans le cas où le titulaire utilise déjà son propre système de GMAO et que des interconnexions entre le logiciel du pouvoir adjudicateur et celui du titulaire peuvent être réalisées, le pouvoir adjudicateur proposera au titulaire une offre tarifaire émise par le développeur de la GMAO du pouvoir adjudicateur afin que celui-ci puisse en assumer la charge financière s'il le souhaite. L'interconnexion entre nos systèmes n'est pas obligatoire. C'est une option (sous réserve de faisabilité technique) qui permettra d'optimiser le reporting des interventions pour le titulaire.

4 REMARQUE GENERALE

Ces prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation ci-dessus, complétées de clauses complémentaires qui sont décrites dans le C.C.A.P. et le présent C.C.T.P.

5 CLAUDE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Conformément aux dispositions du **Code de la commande publique** (articles **L.2111-1**, **L.2112-2** et **L.2112-3**), le présent marché intègre une dimension de **développement durable**, visant à concilier **performance économique**, **protection de l'environnement** et **responsabilité sociale**.

L'Entreprise titulaire s'engage à respecter les principes suivants :

Engagement Environnemental, l'Entreprise devra :

- Privilégier l'utilisation de matériaux écoresponsables ou recyclés.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter l'impact écologique de ses interventions (optimisation des déplacements, gestion des déchets, économies d'énergie).
- Appliquer des procédures de tri et de recyclage des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
- Proposer des solutions innovantes et durables pour limiter l'empreinte environnementale.

Engagement Social, l'Entreprise devra :

- Respecter les normes sociales et assurer le respect des conditions de travail et des droits des travailleurs (égalité professionnelle, inclusion, sécurité au travail).
- Former et sensibiliser ses employés aux bonnes pratiques environnementales et sociales.
- Encourager l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, en accord avec l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, si applicable.

Engagement Économique, l'Entreprise s'engage à :

- Favoriser les circuits courts et les fournisseurs locaux, dans la mesure du possible, pour réduire les impacts liés aux transports.
- Optimiser les coûts en adoptant une approche d'économie circulaire.

Suivi et Évaluation : un suivi des engagements pris sera effectué tout au long de l'exécution du marché, l'Entreprise devra :

- Communiquer régulièrement sur les actions mises en œuvre et leurs résultats en matière de développement durable.
- Transmettre un rapport annuel détaillant ses performances environnementales et sociales (indicateurs de réduction des émissions, gestion des déchets, actions de formation, etc.).

Tout manquement grave à ces obligations pourra entraîner l'application des pénalités prévues au C.C.A.P. ou la résiliation du marché, conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Cette clause vise à garantir que les prestations réalisées dans le cadre de ce marché contribuent à la transition écologique et sociale.

6 ETAT DES LIEUX

6.1 Prise en charge des installations

Les prescriptions sont indiquées dans le C.C.A.P.

6.2 Etat des lieux initial

Dans le cas d'un nouveau marché pour l'Entreprise (changement de prestataire), un état des lieux initial et contradictoire sera dressé dans le mois suivant la prise d'effet du marché, entre :

- L'UIOSS d'Angers et l'entreprise pour le site d'Angers
- La CPAM de Maine et Loire et l'entreprise pour le site de Cholet
- La CPAM de Maine et Loire et l'entreprise pour le site du CTI

Cet état des lieux fera l'objet d'un rapport rédigé selon le modèle annexé au CCTP. Ce document sera annexé au contrat. En aucun cas, cet état des lieux ne pourra remettre en cause la prise en charge de l'installation, ni faire l'objet de devis de remise en état par l'Entreprise (cf. 5.1.ci-dessus).

6.3 Etat des lieux de fin de marché

Dans le mois suivant ***la fin du présent marché*** un état des lieux contradictoire de l'installation pourra être dressé entre l'Entreprise sortante et celle prenant en charge l'installation. Cette visite se fera en présence d'un représentant de la CPAM ou de l'UIOSS, selon le site. En cas de négligence ou de carence dûment constatée dans l'exécution des clauses contractuelles du présent marché, les travaux de remise en état nécessaires seraient à la charge exclusive de l'Entreprise sortante (titulaire du présent marché).

Le fait, pour l'Entreprise sortante, de refuser de participer à cet état des lieux serait considéré par les organismes comme une clause de non-ouverture de ses offres lors de futurs marchés.

7 DOCUMENTS A PRODUIRE

7.1 Notice d'instruction

Dans les six mois suivant la prise d'effet du marché, l'Entreprise rédigera la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de chaque ascenseur. Cette notice sera mise régulièrement à jour en fonction des évolutions sur les installations. L'entreprise devra la tenir à

disposition des Organismes (CPAM de Maine et Loire / UIOSS d'Angers /CTI d'Angers) autant que de besoin.

Ces notices devront être remises, dans une version tenue à jour et comportant les éléments énumérés ci-après, par l'Entreprise aux organismes, 6 mois avant l'échéance du contrat, à défaut de quoi les pénalités de l'article 18 du CCAP s'appliqueront.

Cette notice comportera exclusivement la description des caractéristiques de l'ascenseur :

- Charge,
- Vitesse nominale,
- Entraînement (électrique, hydraulique, variation de fréquence, etc...),
- Type de porte palière,
- Type de porte cabine,
- Type d'alarme,
- Dimensions de la trémie et des réserves,
- Documentation technique,
- Schémas électriques,
- Instructions de maintenance de l'ascenseur,
- Désignation des outils de paramétrage,
- Notes de paramétrage,

L'Entreprise remettra avec son offre, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Celui-ci devra s'adapter aux conditions d'utilisation de l'installation (caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que les prescriptions des constructeurs).

Ce document sera annexé au présent CCTP et deviendra contractuel.

7.2 Etude sécurité

Dans le cadre du marché de maintenance, l'entreprise devra se conformer aux dispositions du décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008, relatif à la sécurité des équipements et installations techniques. En particulier, elle devra afficher en salle des machines un exemplaire à jour de la fiche descriptive des risques associés aux installations.

Cette fiche devra être actualisée à chaque fois que nécessaire, et au minimum selon les exigences définies par le décret précité.

En fin de contrat, le titulaire devra s'assurer que toutes les études de sécurité et la documentation afférente soient mises à jour et en conformité avec la réglementation en vigueur, garantissant ainsi la continuité de la sécurité des installations.

7.3 Rapport d'Entretien complémentaire

Au plus tard le 15 février de chaque année, l'Entreprise établira un rapport des dépenses engagées au titre des prestations complémentaires de l'année précédente pour l'ensemble des installations des lots

attribués (suivant le cadre de l'annexe 1 du présent CCTP – à communiquer sous format informatique). L'absence de cette liste signifiera que l'Entreprise n'a réalisé aucune prestation au titre de l'entretien complémentaire.

Au plus tard le 15 février de la dernière année (fin de contrat), en cas de résiliation ou de résolution, sur l'ensemble du marché, ces dépenses seront comparées aux recettes versées par les organismes à l'Entreprise au titre des prestations complémentaires. Ces comparaisons seront établies à partir des dépenses réalisées sur l'ensemble des installations, lot par lot. En cas de solde positif (recettes > aux dépenses), les organismes rencontreront l'Entreprise pour valider le montant des dépenses non réalisées.

Au cours de cette rencontre, il sera décidé conjointement, d'engager des travaux d'amélioration ou d'appliquer un abattement du montant correspondant sur les dernières factures trimestrielles.

7.4 Relevé des appels et des visites d'entretien

A chaque fin de trimestre l'entreprise communiquera aux organismes la liste des événements collectés par le centre d'appel par adresse et par appareil. Ces pannes seront comptabilisées à la fin de chaque année. Ce document servira, s'il y a lieu, à fixer le montant des pénalités prévues à l'article considéré du C.C.A.P.

L'Entreprise communiquera semestriellement (au plus tard pour les 15 juillet et 15 janvier) sur un document cadre (modèle à définir avec les organismes), les dates et détails des visites de sécurité (parachutes, câbles, ...).

Ce document devra être transmis sous format **informatique**.

7.5 Travaux de rénovation ou modernisation

Au mois de juillet de chaque année (au plus tard le 15 du mois), l'Entreprise remettra, pour avis, mais sans engagement de la part des organismes la liste et le montant des travaux (hors contrat d'entretien minimal ou complémentaire) qu'il serait souhaitable (en précisant le degré d'urgence) d'envisager pour rénover les ascenseurs (embellissement des cabines par exemple). Le montant de ces travaux se fera à partir du bordereau de prix des prestations hors contrats du présent marché.

7.6 Rapport annuel d'activité

Chaque année, au mois de mars de l'année N+1 (au plus tard le 15 du mois), l'Entreprise établira sous format informatique un rapport faisant apparaître l'état des installations. Les documents à produire indiqués aux articles 7.3 à 7.5 feront obligatoirement partis de ce document.

La dernière année, l'Entreprise communiquera ce rapport au mois de juillet.

8 OPERATIONS ET VERIFICATIONS PERIODIQUES

Exploitation

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des ascenseurs, l'entreprise devra adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux conditions d'utilisation de l'ascenseur (caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que les prescriptions des constructeurs).

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne pourra pas être supérieur à six semaines.

L'Entreprise exécutera donc :

- **Au minimum**, une visite toutes les 6 semaines en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires,
- la vérification toutes les 6 semaines de l'efficacité des serrures, des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières,
- l'examen semestriel du bon état des câbles ou courroies et la vérification annuelle des parachutes,
- le « nettoyage » annuel (voir définition ci-dessous), de la cuvette de l'installation, du toit de cabine et du local des machines,
- lubrification et le nettoyage des organes mécaniques,
- tous les dépannages, selon les modalités définies au C.C.A.P.

DEFINITION DU TERME "NETTOYAGE"

Le nettoyage est une opération d'entretien et de maintenance des locaux et équipements dont l'objectif primordial est d'assurer un aspect agréable et un niveau de propreté, de confort et d'hygiène. Cette opération est réalisée par un procédé respectant l'état des surfaces traitées et faisant appel, dans des proportions variables aux facteurs combinés suivants :

- Action mécanique (balai, aspirateur, chiffons)
- Action chimique (produit adapté aux salissures à éliminer)

La qualité du nettoyage sera vérifiée par les organismes au regard des quatre critères suivants :

- Aspect
- Confort
- Propreté
- Hygiène

Fournitures

L'Entreprise fournira les produits ou le petit matériel d'entretiens suivants :

- Chiffons,
- Graisses,
- Huiles de toute nature,
- Lampes d'éclairage de la cabine.

Vérifications réglementaire de contrôle technique par bureau de contrôle

Les appareils sont soumis à une vérification réglementaire de contrôle technique par un bureau de contrôle, à une fréquence quinquennale. Le titulaire devra accompagner le bureau de contrôle lors de ces visites sur les équipements concernés, après convocation mail par l'organisme. Le paiement et la contractualisation du bureau de contrôle s'effectuera directement par l'organisme.

Le titulaire devra lever les réserves émises dans ce rapport dans un délai maximal de :

- 5 jours ouvrés maximum pour celles ayant une incidence sur la sécurité des biens et des personnes. Le titulaire devra alors en informer par appel puis écrire l'organisme, la mise en sécurité (mise à l'arrêt...) de l'appareil se fera immédiatement (maximum 2h) après la fin du contrôle réglementaire.
- 1 mois pour les autres réserves.

La levée des réserves fait entièrement partie du présent contrat de maintenance (frais annexes, pièces, main-d'œuvre et déplacement inclus).

9 REPARATIONS OU REMPLACEMENT MINIMAUX

Au titre du présent marché, est compris l'entretien, la réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ou défectueuses, notamment :

- Cabine : Boutons de commande (y compris signalisation lumineuse et sonore), paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique, coulisseaux de cabine (y compris garniture), galets de suspension et contact de porte, dispositif de sécurité de porte (cellule photo-électrique, cellule toute hauteur, etc...), dispositif de sécurité mécanique de réouverture de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations). Les haut-parleurs de téléalarme seront également compris,
- Paliers : Ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.
- Machinerie : Balais du moteur et tous fusibles ou disjoncteurs sur tableau d'arrivée de courant
- Gaine : Coulisseaux de contrepoids,
- Eclairage : Ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).
- Dispositif d'alarme : Dès la prise du marché et au minimum à chaque visite, le bon fonctionnement des sonneries d'alarme sera vérifié et remis en état si nécessaire (installation d'une sonnerie d'alarme si dispositif absent). Le fonctionnement de ces sonneries sera assuré durant toute la durée du marché. Est donc compris au titre du marché, l'entretien et le remplacement des dispositifs d'alarme (sirène, buzzers, batteries, voyant de report d'alarme aux paliers, kit gsm et d'appel), quelle que soit la raison de l'intervention ou du remplacement, hors canalisations enterrées ou inaccessibles. Il est rappelé à l'Entreprise que les dispositifs d'alarme seront toujours à entretenir, même suite à la mise en place de télésurveillance ou tout autre dispositif de signalement.

10 DISPOSITIFS D'ALARME

Dès la prise du marché et au minimum à chaque visite, le bon fonctionnement des sonneries d'alarme sera vérifié et remis en état si nécessaire (installation d'une sonnerie d'alarme si dispositif absent). Le fonctionnement de ces sonneries sera assuré durant toute la durée du marché.

Est donc compris au titre du marché, l'entretien et le remplacement :

- des dispositifs d'alarme (sirène, buzzers, batteries, voyant de report d'alarme aux paliers, kit gsm et d'appel), quelle que soit la raison de l'intervention ou du remplacement, hors canalisations enterrées ou inaccessibles.

Il est rappelé à l'Entreprise que les dispositifs d'alarme seront toujours à entretenir, même suite à la mise en place de télésurveillance ou tout autre dispositif de signalement.

11 REPARATIONS OU REMPLACEMENT COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article **R.125-2-1** du **décret n°2004-964 du 9 septembre 2004**, ce marché inclut non seulement les clauses minimales d'entretien mais également une clause spécifique relative aux **réparations** et au **remplacement des pièces essentielles** de l'installation, conformément à l'article **R.125-2-2** du même décret.

Ainsi, l'entretien, la réparation ou, le cas échéant, le remplacement des pièces présentant une usure excessive ou défectueuse fait partie intégrante des prestations du marché. Lorsque les pièces ne peuvent pas être réparées, leur remplacement sera effectué.

Les travaux seront réalisés à l'initiative de l'entreprise et concerneront, sans s'y limiter, les organes suivants :

- Systèmes de traction et de freinage
- Moteurs et réducteurs
- Composants de commande et de sécurité
- Portes palières et cabines
- Dispositifs de signalisation et d'alarme
- Systèmes de guidage et d'équilibrage

Tous les travaux devront être exécutés dans les **délais prévus** au **C.C.A.P.** du présent marché.

Pour rappel, **l'ensemble des prestations mentionnées ci-dessus est inclus dans le périmètre du marché.**

Nettoyage (à chaque visite)

En complément du "nettoyage" prévu à l'article 7.1.1 ci-dessus, la fréquence de "nettoyage" doit être adaptée afin qu'à tout moment la cuvette, le toit de cabine et la gaine soient dans un état de propreté permanent d'hygiène et de sécurité. En particulier pour la cuvette, la quantité de débris accumulés ne doit permettre à aucun moment à un incendie de se déclarer (exempt de tous débris, pièces détachées, graisse).

Les prescriptions ci-dessous sont donc un minimum :

Fond de cuvette : "Nettoyage" tous les trimestres (dépoussiérage, aspiration et dégraissage, désinfection et désodorisation si nécessaire).

Si la cuvette est inondée ou remplie de produits dangereux nécessitant l'intervention d'une société spécialisée, l'Entreprise prendra les mesures nécessaires au titre de son marché et elle sera présente lors de l'intervention afin d'assurer l'accès et la sécurité des travailleurs extérieurs.

Toit de cabine : "Nettoyage" tous les semestres (dépoussiérage, aspiration, dégraissage).

Gaine : "Nettoyage" tous les ans (dépoussiérage).

Pour en vérifier la validité, toutes ces interventions seront obligatoirement notées sur le carnet d'entretien en machinerie.

Pour mémoire, prescriptions minimales de nettoyage :

	Dessus de cabine	Cuvette	Gaine	Machinerie
Janvier			Durant le premier Trimestre	
Février				
Mars	X	X		
Avril				
Mai				
Juin		X		
Juillet				
Août				
Septembre	X	X		
Octobre				Durant le Quatrième Trimestre
Novembre				
Décembre		X		

Equipements et composants électriques)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien (maintenance) et/ou le remplacement des impulseurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course, pendentifs, moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator), armoires de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, cartes électroniques), transformateurs, et de manière générale tous les composants de l'armoire, le remplacement des câbles souples lorsque ceux-ci sont visiblement dégradés ou dénudés.

Equipements et composants mécaniques)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien (maintenance) et/ou le remplacement des réducteurs, poulies d'adhérence, de limiteur de vitesse, de déflexion et renvoi, paliers, roulements, coussinets, frein (mâchoires, bobines, garnitures), parachute de sécurité dans son ensemble, organes de sélecteur en totalité.

Entretien des systèmes de fermeture)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien (maintenance), sans le remplacement des systèmes de fermeture des machineries tels que les verrous, serrures des trappes et portes. Le remplacement des plaques d'instructions d'accès à la machinerie, est lui prévu au titre du présent marché.

Entretien des tableaux d'arrivée du courant)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien (maintenance) (resserrage des fils sur les bornes) et/ou le remplacement des fusibles, disjoncteurs (différentiels ou non) constituant les tableaux de branchements en machineries (Circuits Force et Lumière).

Entretien de l'équipement des cabines et portes palières)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien (maintenance) sans le remplacement des accessoires cabines (miroir, main courante) et des accessoires des portes palières (poignée, pare-close). Cette opération consiste à vérifier et refixer si nécessaire l'ensemble de ces éléments.

Est prévu, au titre du présent marché, le nettoyage des glissières de seuils cabine et paliers chaque fois que nécessaire.

Entretien des manœuvres particulières (appel pompiers, télécommande handicapés, contact à clef, etc.. ;)

Est prévu, au titre du présent marché, l'entretien fonctionnel avec essai semestriel et remplacement si nécessaire de toute manœuvre particulière éventuellement installée sur l'ascenseur. L'essai devra être consigné dans le carnet d'entretien.

Exemple (liste non exhaustive)

- Accès sécurisé à un niveau défini (contact à clef, badge, etc...),
- Télécommande permettant d'appeler l'ascenseur,
- Manœuvre liftier,
- Manœuvre pompiers (le remplacement des vitres des boîtes pompiers est prévu au marché)

Gaine et fond de cuvette

Remise en état et remplacement si nécessaire de tout élément ou organe situé en gaine et fond de cuvette (contrepoids, poulies, ressorts, etc.)

Cabine

Remise en état et remplacement si nécessaire de tout élément ou organe électrique ou mécanique situés dans, sur et sous cabine.

Les Guides

Le réalignement des guides, sauf celui consécutif à une déformation du bâtiment. Dans ce cas, l'Entreprise en apportera la preuve.

Câbles

Le nettoyage, le réglage de la longueur des câbles de suspension, de sélecteur d'étages, du limiteur de vitesse ainsi que leur remplacement et de leurs ressorts égalisateurs, ainsi que de compensation (ou chaînes).

Système d'antiparasitage et de protection contre la foudre

L'entretien et le remplacement des systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre.

Réglage des cabines

L'Entreprise devra maintenir en permanence la position de la cabine :

- Le parallélisme des seuils cabine et palier
- Jeu entre porte cabine et galet de déverrouillage de la porte palière : ≥ 5 mm à chaque niveau.

Précision d'arrêt aux niveaux

Pour les ascenseurs équipés de variation de fréquence, la précision d'arrêt sera au maximum de 15 mm. Pour les autres installations, la précision sera conforme aux normes applicables à la mise en service de l'ascenseur.

Affichage

Vérification et remplacement si nécessaire des :

- Notices d'instructions et de fonctionnement en cabine suivant norme applicable à l'ascenseur concerné.
- Affichettes apposées sur toutes les portes palières de l'appareil et en cabine, indiquant le numéro d'identification de l'installation, le nom et le numéro de téléphone du centre d'appel à contacter pour dépannage et en cas d'urgence seront posées par l'entreprise.
- Pancartes de danger de chute, pancartes de machinerie ou tout autre panneau signalétique.

Remarque : dans les 15 jours de la prise d'effet du marché, l'Entreprise procédera à la mise en place des affichettes (supprimer ou masquer les anciennes affichettes si changement de prestataire).

12 MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS

L'Entreprise s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenants en cours de durée du présent marché, à exécuter tous les travaux de mise en conformité des installations avec les spécifications des nouveaux règlements.

Les organismes se réservent le droit de statuer sur l'opportunité de la réalisation par l'Entreprise du présent marché ou par une autre Entreprise de son choix.

13 PIECES DE RECHANGE

L'Entreprise devra tenir en permanence un stock de pièces de rechange disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués à l'article considéré du C.C.A.P.

Par ailleurs, lors des travaux de modernisation, le matériel susceptible d'être réutilisé pour une réparation, sera stocké par l'Entreprise et **exclusivement réservé à l'usage des installations des organismes. Ce matériel ne pourra être évacué en décharge sans avoir obtenu préalablement l'accord des organismes.**

En conséquence, il ne pourra être invoqué la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des installations.

14 FORMATION DU PERSONNEL

Le personnel de l'Entreprise devra avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret no 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants

L'Entreprise doit assurer la formation de son personnel si celui-ci ne connaît pas ou insuffisamment, les appareils de conceptions particulières qui feraient partis du lot à sa charge.

15 IMMOBILISATION A LA DEMANDE DES ORGANISMES

Dans le cas où les organismes souhaiteraient immobiliser une installation afin d'y réaliser des travaux, notamment d'embellissement (peinture, pose de miroir...), le titulaire assurera cette mise à l'arrêt et remise en service au titre de la maintenance, sans facturation.

16 TELEALARME

Caractéristiques techniques

1. Usager bloqué dans la cabine

Ces informations seront traitées en temps réel, c'est-à-dire sans temporisation.

L'appui sur le bouton d'alarme activera la sonnerie d'alarme et la mise en route de la communication téléphonique.

La liaison phonique entre la cabine et le centre d'appel des organismes sera bidirectionnelle (micro et haut-parleur) et protégée par une plaque en inox anti-vandales.

Le discriminateur (ou valideur) enregistrera toute action sur le bouton d'alarme en cabine et contrôlera le fonctionnement des équipements avant envoi du signal d'alarme du transmetteur.

En cas de besoin, le centre d'appel pourra rappeler l'usager bloqué dans la cabine.

2. Technicien bloqué en gaine ou sur toit de cabine

Le système doit permettre dans les mêmes conditions un contact phonique bidirectionnel entre le technicien bloqué sur le toit de cabine ou en cuvette, et la centrale de réception.

3. Défaut technique

Le discriminateur contrôlera à tout instant le bon fonctionnement de l'ascenseur.

Chaque entrée doit pouvoir être déclenchée soit par ouverture, soit par fermeture de boucle, soit par apparition et disparition d'une tension et temporisé dans une plage réglable de 10 à 20 minutes et ceci de façon individuelle.

Pour toutes les alarmes, il sera systématiquement transmis l'apparition et la disparition de l'alarme avec un message comprenant un code d'identification, un signal apparition ou disparition, une information chronométrique sous la forme JJ; MM;AA;HH;MM;SS.

Un système permettra d'inhiber le dispositif pour entretien ou en cas de travaux prolongés.

4. Défaut de déverrouillage

Un système contrôlant l'ouverture anormale d'une porte palière sans la présence de la cabine au niveau concerné sera proposé. Un système permettra d'inhiber ce dispositif pour entretien.

Ces informations seront traitées en temps réel, c'est-à-dire sans temporisation.

Pour ce type de défaut, il sera systématiquement transmis l'apparition et la disparition de l'alarme avec un message comprenant un code d'identification, un signal apparition ou disparition, une information chronométrique sous la forme JJ;MM;AA;HH;MM;SS.

5. Accessibilité handicapés

Le système de téléalarme sera conforme à l'article 5 de l'arrêté du 26 février 2007 modifié relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les bâtiments d'habitation existants, ainsi qu'aux exigences de l'article R.111-5-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Ce dispositif devra :

- Être équipé d'une signalisation sonore et visuelle pour les alertes.
- Offrir des commandes accessibles en hauteur et en facilité d'usage, y compris pour les personnes à mobilité réduite.
- Proposer un retour d'information visuel et sonore à chaque étape d'activation ou de désactivation.
- Être utilisable par des personnes ayant des limitations sensorielles ou motrices.

Ces mesures garantissent une accessibilité totale au système de téléalarme, conformément à la réglementation en vigueur.

6. Tests journaliers

Les dispositifs de transmission seront en permanence auto-contrôlés. Un essai journalier sera exécuté par le système, afin de contrôler le bon état des liaisons électriques du bouton cabine et du transmetteur, ainsi que du système électronique du discriminateur.

Le valideur sera doté d'un système de contrôle permanent, qui, s'il détecte une anomalie, shuntera le valideur des circuits d'alarme et de service et les connectera directement sur le transmetteur.

7. Traitement des alarmes

Les alarmes sont éditées en clair et en temps réel sur les terminaux du centre d'appel.

Le message fera apparaître les dates et heure :

- ↳ d'apparition du défaut et la consigne d'intervention.
- ↳ d'arrivée sur site du technicien,
- ↳ de retour à l'état normal.

Il sera possible de paramétrer l'édition sur imprimante.

Un fichier, sous forme de base de données, tracera l'historique de tous les événements de type alarmes ou signalisations. Il sera créé un fichier de ce type par année civile.

A l'apparition d'une alarme sur le terminal du centre d'appel des organismes, une fonction d'acquiescement sera imposée à l'entreprise. Ces acquiescements d'alarmes compléteront les fichiers d'alarmes actives et événements. Le titulaire du marché sera donc informé en temps réel des apparitions, acquiescements et disparitions d'alarmes.

Il est à noter que ces informations constitueront l'application, s'il y a lieu, des pénalités prévues au C.C.A.P.

Ces traitements constituent le minimum requis. Le soumissionnaire présentera les autres traitements possibles.

8. Entretien téléalarmes

L'entretien et la vérification du bon fonctionnement des téléalarmes, propriété des organismes, seront pris en charge comme suit :

- **Le centre d'appel** procèdera à des vérifications périodiques des lignes téléphoniques.
- **L'entreprise** procèdera à la vérification du bon fonctionnement des alimentations, aux réglages éventuels (réglage de la phonie,...), des fixations et maintiendra le matériel dans un bon état de fonctionnement et de propreté.

9. Dépannage téléalarmes

En cas de non fonctionnement de la téléalarme suite à un problème technique, l'entreprise identifiera la panne et procèdera à la remise en service du matériel dans les plus brefs délais.

ANNEXE 1 DU C.C.T.P

RELEVÉ DES TRAVAUX EFFECTUES AU TITRE DU CONTRAT COMPLEMENTAIRE

DURANT L'ANNEE 200....

[illegible]

[illegible]

ANNEXE 3 DU C.C.T.P.**REPARATIONS INCLUSES DANS LE CONTRAT D'ENTRETIEN COMPLET SUSCEPTIBLES D'IMMOBILISER
L'INSTALLATION 24 HEURES OU PLUS**

Nature de l'opération (suite à panne et à compter de l'appel client)	Durée prévisible (en jours ouvrés)	Observations
Remplacement des câbles de traction (Traction directe jusqu'à 10 niveaux)	3	
Réparation d'un ou plusieurs éléments du réducteur	2	
Rebobinage du moteur de levage	2	
Remplacement des garnitures de frein	1	
Remplacement des roulements des poulies de déflexion	2	
Remplacement de la téléphonie	1	
Nature de l'opération (dans le cadre d'une prestation complémentaire prévisible)	Durée prévisible (en jours ouvrés)	Observations
Remplacement de la poulie et des câbles de traction (Traction directe jusqu'à 10 niveaux)	3	
Réparation d'un ou plusieurs éléments du réducteur	2	
Rebobinage du moteur de levage	2	
Remplacement des garnitures de frein	1	
Réfection des paliers	1	
Remplacement à l'identique du moteur de levage	3	
Remplacement des roulements des poulies de déflexion	2	
Remplacement des pendentifs (jusqu'à 10 niveaux)	2	

Les travaux d'entretien non prévisibles et susceptibles d'immobiliser l'ascenseur plus de 4 heures et qui lui semblent avoir été omis, seront indiqués en complément par l'Entreprise dans le présent document.

ANNEXE 4 DU C.C.T.P.

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUES)

Opérations minimum d'entretien	Intervalle maximum six semaines	Fréquence minimale Trimestrielle	Fréquence minimale semestrielle	Fréquence minimale annuelle
Cuvette (propreté)		X		
Toit de cabine (propreté)			X	
Local des machines (propreté)				X
Anti-rebond & contact (1)				
Amortisseurs				
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur, ou pompe hydraulique				
Réducteur				
Poulie de traction				X
Frein			X	
Armoire de commande				
Limiteurs de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension (1)			X	
Poules de déflexion/renvoi/mouflage				
Guides cabine et contrepoids/vérin				
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin			X	
Câblage électrique				
Cabine d'ascenseur	X			
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques)		X		
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités			X	
Baies palières : 1. Vérification de l'efficacité des verrouillages et contacts de fermeture 2. Vérification course, guidage et jeux 3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification 4. Vérification mécanismes de déverrouillage de secours 5. Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X X	 X		

Opérations minimum d'entretien	Intervalle maximum six semaines	Fréquence minimale Trimestrielle	Fréquence minimale semestrielle	Fréquence minimale annuelle
Porte de cabine :				
1. Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X			
2. Vérification course, guidage et jeux				
3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification				
4. Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours				
5. Vérification efficacité du dispositif de réouverture	X			
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X			
Dispositifs hors course de sécurité				X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur				
Dispositifs électriques de sécurité				
1. Vérification du fonctionnement				
2. Vérification de la chaîne de sécurité				
3. Vérification des fusibles				
Dispositifs de demande de secours	X			
Commandes & indicateurs aux paliers	X			
Eclairage de la gaine	X			
Cuve hydraulique (niveau/fuites)	X			
Vérin hydraulique				
Canalisations hydrauliques				
Dispositif antidérive			X	
Bloc de commande				
Pompe à main/soupape de descente à commande manuelle				X
Limiteur de pression				

(1) Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.

Pour les lignes non cochées, la fréquence est laissée à l'appréciation de l'Entreprise

Nota : Les opérations et fréquences indiquées ci-dessus sont un minimum. Il appartient à l'Entreprise de s'assurer en permanence du bon état de fonctionnement de tous les éléments de l'ascenseur et d'effectuer les réglages et remplacements de pièces nécessaires pour répondre à son objectif de résultat d'un taux de disponibilité permanent de l'ascenseur.

**ETAT DES LIEUX DE L'INSTALLATION D'ASCENSEUR
LORS DE LA PRISE EN CHARGE**

Etat des lieux de l'installation d'ascenseur lors de la prise en charge en date du

Adresse de l'installation :

Numéro de l'installation :

Marque d'origine:..... Charge:.....Kg Vitesse:.....m/s Contrôles:.....Niveaux desservis:....

Présence des documents techniques :

Plans d'installation : oui ☐ non ☐

Schémas électriques de l'installation : oui ☐ non ☐

Dossier technique : oui ☐ non ☐

Notice d'instruction : oui ☐ non ☐

Observations :

Les observations relevées ce jour sont les suivantes :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Je soussigné Mayant pouvoir d'engager la société..... déclare avoir pris en charge pour le compte de.....l'installation d'ascenseur au titre du marché d'entretien prenant effet au, en parfait état d'entretien et de fonctionnement, hormis les observations relevées ci-dessus.

Conformément aux clauses du marché, cet état des lieux entrant ne pourra engendrer sous aucun prétexte, pour oubli ou autre raison, des prestations complémentaires. L'Entreprise titulaire du marché est en effet censée avoir visité au préalable les installations et émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.